



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

RESSOURCES HUMAINES 5.2

N° : 2024-06-39

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 juin 2024

Date d'affichage :

12 juin 2024

VOTE :

Pour : 33

Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER – Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Adjoints au Maire, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Lydia TCHARLAIAN, Bernard CACACE, Didier BELOT, Conseillers municipaux.

Absents et représentés : Marc LAMBLIN (pouvoir à Michel BARRIERE), Fabienne GUENOUX (pouvoir à Chantal RATEAU), Gilbert MINELLI (pouvoir à Bernard CACACE), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Olivier BELLATON (pouvoir Jean-Michel GENESTIER).

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN.

Objet :

REVALORISATION DE L'INDEMNITE DE SUIVI ET D'ORIENTATION DES ELEVES (ISOE) POUR LES ENSEIGNANTS DU CONSERVATOIRE

RAPPORTEUR : Annie SONRIER

NOTE DE SYNTHÈSE :

La Ville du Raincy a défini par délibération n°2022-12-97 du 19 décembre 2022 le régime indemnitaire des agents de la filière culturelle non éligibles au RIFSEEP.

Ce régime prévoit l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) versée au professeurs et assistants d'enseignement artistique, instituée par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993.

L'ISOE est initialement composée de deux parts :

- une part fixe liée à l'exercice effectif des fonctions enseignantes, en particulier le suivi individuel et l'évaluation des élèves,
- à laquelle peut s'ajouter une part modulable liée à l'exercice de tâches de coordination dans le suivi et l'orientation d'un groupe d'élèves.

L'ISOE est complétée par le décret n° 2023-627 du 19 juillet 2023 qui crée une part fonctionnelle qui correspond à des missions complémentaires pour les enseignants de musique qui souhaitent les couvrir.

L'ISOE a été transposée aux agents publics relevant des cadres d'emplois des professeurs territoriaux et assistants territoriaux d'enseignement artistique pour la part fixe et la part modulable.

De plus, dans le cadre de la politique visant à renforcer l'attractivité du métier d'enseignant, la part fixe et la part variable de l'ISOE ont été revalorisées depuis le 1^{er} septembre 2023 par arrêté ministériel du 19 juillet 2023. Le montant de la part fonctionnelle a été précisé.

L'arrêté procède :

- à une augmentation significative du montant annuel de la part fixe de l'indemnité. Le taux moyen annuel par agent s'élève à 2 550 euros, au lieu de 1 274,87 euros avant le 1^{er} juillet 2023.
- à une augmentation résiduelle du montant annuel de la part modulable. Le taux moyen annuel par agent s'élève à 1 497,84 euros au lieu de 1 475,74 euros avant le 1^{er} juillet 2023.

Le montant de la part fonctionnelle de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves est fixé à 1 250 €. Plusieurs parts fonctionnelles peuvent, le cas échéant, être attribuées en fonction des missions réalisées par les agents.

Il convient aujourd'hui de compléter la délibération n°2022-12-97 du 19 décembre 2022 et de demander au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à appliquer la valorisation de l'ISOE et de préciser les modalités d'application de l'ISOE telles que présentées en annexe de la présente délibération.

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 33-5,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves instituée en faveur des personnels enseignants du second degré,

VU le décret n° 2023-627 du 19 juillet 2023 portant création d'une part fonctionnelle au sein de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves et de l'indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves,

VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 1993 fixant les taux de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves instituée en faveur des personnels enseignants du second degré,

CONSIDERANT la nécessité d'appliquer les dispositions en vigueur de revalorisation de l'ISOE et d'en préciser les modalités d'attribution,

CONSIDERANT l'avis du Comité social territorial en date du 2 mai 2024,

CONSIDERANT l'avis de la commission vie municipale du 12 juin 2024,

LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE, APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE :

ARTICLE 1 : D'APPROUVER les modalités de mise en œuvre de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) telles que précisées en annexe de la présente délibération

ARTICLE 2 : D'APPLIQUER à compter du 1^{er} janvier 2024, la revalorisation de l'ISOE selon les montants fixés par l'arrêté du 19 juillet 2023, avec effet rétroactif sur la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 3 : DE PREVOIR la dépense aux budgets 2024 et suivants.

ARTICLE 4 : DE DIRE que la Ville du Raincy prendra en compte les arrêtés ministériels à venir qui viendront modifier les montants de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME


Jean-Michel GENESTIER
Le Maire,

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20240702-2024-06-39-AI
Date de télétransmission : 02/07/2024
Date de réception préfecture : 02/07/2024